

Congrès de l'UNESCO à Hangzhou « La culture : clé du développement durable » MESSAGES DE CGLU

Le congrès international « [La culture : clé du développement durable](#) » se tiendra à Hangzhou (Chine) du 15 mai au 17 mai 2013. Il s'agit du premier Congrès international spécifiquement consacré aux liens entre la culture et le développement durable organisé par l'UNESCO depuis la Conférence de Stockholm en 1998. Le Congrès accueillera le tout premier forum mondial de discussion sur le rôle de la culture dans le développement durable en vue du cadre de développement pour le post-2015.

Nous célébrons qu'UNESCO organise ce congrès international et nous reconnaissons d'une façon explicite le leadership que l'UNESCO a assumé sur ce sujet.

Une délégation de haut niveau de CGLU sera présente à Hangzhou. La Commission culture de CGLU a préparé ce document afin d'aider les membres et les partenaires de CGLU qui désireraient contribuer efficacement à Hangzhou.

ANTÉCÉDENTS

Cités et Gouvernement Locaux Unis a joué un rôle important dans la promotion du rôle de la culture dans le développement durable au cours de ces dix dernières années.

- En 2004, CGLU a adopté l'[Agenda 21 de la culture](#), une déclaration comprenant 67 articles qui décrit le cadre de relations entre les politiques culturelles locales et les droits humains, la gouvernance, le développement durable, la démocratie participative et la paix. L'Agenda 21 de la culture a été le premier document à l'échelle mondiale à établir les principes et les engagements des villes et des gouvernements locaux par rapport au développement culturel. Plus de 450 villes, gouvernements locaux et organismes du monde entier sont liés à l'Agenda 21 de la culture.

- En 2010, Cités et Gouvernements Locaux Unis approuve le document « [La culture : quatrième pilier du développement durable](#) » lors de son Congrès mondial qui s'est tenu à Mexico. Ce document établit l'engagement des gouvernements locaux d'inclure de manière explicite la culture dans le modèle de développement qui « présente les besoins du moment sans compromettre la capacité des générations futures d'inclure leurs propres besoins ». D'un point de vue opérationnel, le document de CGLU « La culture : quatrième pilier de la durabilité » établit la relation entre la culture et le développement durable selon une double perspective : le développement d'une politique culturelle solide (la culture en tant que moteur de développement) et la stimulation de la dimension culturelle de toutes les politiques publiques (la culture en tant que moyen rendant possible le développement).

- En 2012, Cités et Gouvernements Locaux Unis est présent à la Conférence sur le Développement durable de l'ONU (Rio+20) et promue le rôle de la culture dans le développement durable. La Commission culture de CGLU a publié le rapport [Rio+20 et culture](#) qui analyse en détail le Document Final de Rio+20, en constate les insuffisances

et demande une connexion étroite des stratégies des acteurs qui travaillent sur culture et développement durable.

- En 2013, Cités et Gouvernements Locaux Unis a promu une [Taskforce internationale des gouvernements locaux et régionaux pour le processus post-2015 et Habitat III](#). Cette Taskforce représente le mouvement municipal international. La Taskforce présente un document au Panel de haut niveau de l'Agenda de développement post-2015, qui inclut « La culture comme agent et moteur d'un développement et d'une société centrés sur l'humain ».

- Cités et Gouvernements Locaux Unis, avec sa [Commission culture](#), a créé une plateforme unique qui réunit villes, organismes et réseaux qui recherchent la relation entre les politiques culturelles locales et le développement durable. La Commission est présidé par Lille-Métropole et co-présidé par Buenos Aires, Mexico et Montréal.

CULTURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

La communauté internationale débat sur l'**Agenda du Développement post-2015, le nouveau paradigme** qui définira les politiques et les programmes de développement au cours des prochaines décennies. La communauté internationale reconnaît que la perspective du développement a atteint un plafond, malgré les progrès réalisés. Comme le mentionna M. Ban Ki Moon, le Secrétaire général des Nations unies, « nous ne pouvons pas continuer à brûler et à consumer notre chemin vers la prospérité » alors que la pauvreté et l'inégalité continuent à croître. Il est évident que nous avons besoin d'un changement profond et que poursuivre « en agissant comme à l'accoutumée » n'est plus acceptable.

La culture doit occuper la place qu'elle mérite. Une masse critique de la communauté internationale est pleinement convaincue que, face à la considération de la culture comme quelque chose « d'ornemental » ou d'accessoire par rapport au développement durable, l'intégrer et la placer face aux efforts pour le développement constitue une tâche cruciale afin d'affronter une bonne partie des changements globaux de manière plus efficace et durable.

Il est très important d'éclaircir certains « mythes » répétitifs ayant trait à la relation entre la culture et le développement. On a souvent suggéré qu'une certaine emphase dans les différences culturelles et la continuité des traditions pourraient être le motif de conflits sociaux et politiques, incompatibles avec l'exercice des droits humains, perpétuant ainsi une gouvernance inefficace et, par conséquent, rendant difficile le développement. On a souvent dit aussi que certaines cultures sont intrinsèquement moins portées que d'autres à encourager le progrès, par exemple en ce qui concerne le développement économique et la démocratie.

Les mythes existent, c'est certain, mais la réalité est différente. En fait, il n'existe aucune évidence qui indique que la **diversité culturelle** en elle-même soit cause de fragmentation et de conflit ou que certaines cultures soient incompatibles avec le développement durable, les droits humains et une bonne gouvernance. L'UNESCO promeut les droits humains comme garantie de la diversité culturelle : la Déclaration universelle sur la Diversité culturelle de 2001 exprime clairement que « personne ne peut invoquer la diversité culturelle pour violer les droits humains légalement protégés à échelle internationale, pas plus que pour limiter leur portée ». D'une part, la nature dynamique des cultures, qui évolue constamment en relation avec l'environnement et les sociétés changeantes, permet aux gens d'adapter leurs valeurs et leurs pratiques afin de vaincre les obstacles et les limitations antérieures. D'autre part, la reconnaissance de la diversité ne doit pas être considérée comme un obstacle entre communautés mais, bien au contraire, comme quelque chose qui encourage les capacités des individus, hommes et femmes, à vivre et à le faire selon leur choix dans un monde de plus en plus complexe, en garantissant leur accès à un large éventail de biens et d'expressions culturelles. Il faut

souligner que la **pauvreté** n'est pas seulement une question de conditions matérielles et de revenus mais aussi de manque de capacités et d'occasions, y compris en termes culturels.

Ce qui est certain, c'est que **le développement enraciné dans la culture et sensible au contexte local est en fait le seul mode de développement susceptible d'être durable**. Comme le soutint le Prix Nobel Amartya Sen « les aspects culturels font entièrement partie de nos vies. Si le développement peut être considéré comme la promotion de nos conditions de vie, les efforts orientés vers le développement pourront difficilement ignorer le monde de la culture ».

De nos jours, développement signifie liberté, élargissement des possibilités existantes pour situer les êtres humains – enfants, femmes et hommes – au cœur du futur.

- La culture donne son élan à la dimension économique, procure des revenus et de l'emploi, est le moteur de multiples processus de développement et a un impact sur l'esprit d'entreprise, les nouvelles technologies ou le tourisme. La culture apporte créativité et innovation à l'économie.
- La culture est liée à la dimension sociale. Elle constitue l'accélérateur de la résilience et de l'enracinement, elle apporte des instruments pour combattre la pauvreté, elle facilite la participation citoyenne, le dialogue interculturel et l'égalité de droits.
- La culture épouse la dimension environnementale parce qu'elle explique les identités et donne conscience de la responsabilité écologique.
- La culture apporte des valeurs intrinsèques pour le développement : la créativité, le patrimoine, la connaissance ou la diversité. Un développement holistique et intégré sera atteint seulement si ces valeurs sont explicites et deviennent opérationnelles.

Un Agenda pour le Développement ne peut pas être lancé avec succès si l'on ne tient compte que de trois piliers (économie, inclusion sociale et environnement). Ce paradigme du XXe siècle n'est plus utile pour comprendre le monde actuel : ces trois dimensions ne reflètent plus à elles seules la complexité de nos sociétés actuelles. D'autre part, de nos jours, il est parfaitement reconnu qu'un paradigme qui veut *transformer* le monde doit fournir des instruments opérationnels capables de créer liberté et bien-être. Un paradigme composé de trois piliers ne fonctionne pas parce qu'il ne tient pas compte de l'âme, des valeurs, pratiques et expressions qu'apportent la cohérence et le sens du développement dans les villes, les nations et dans notre propre existence en tant qu'êtres humains : la culture.

La culture a trait à la créativité, au patrimoine, à la connaissance et à la diversité. Ces valeurs sont intrinsèquement connectées aux libertés et au développement humain. Il s'agit de valeurs reconnues comme **dimension culturelle** (soit le quatrième pilier) du développement durable à échelle locale, nationale et internationale. (Pour des explications plus complètes, veuillez consulter notre rapport à l'UNESCO sur [Culture et Durabilité](#).)

Des **politiques locales réussies** basées sur l'image de la culture en tant que quatrième pilier du développement durable peuvent être mises en œuvre par le biais de deux stratégies complémentaires : (a) La culture considérée comme moteur du développement durable : la culture totalement intégrée dans la gouvernance par le biais de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique culturelle explicite, en étroite collaboration avec la société civile basée sur les besoins et les attentes des habitants. (b) La culture comprise comme moyen de développement durable : les politiques capitalisent la contribution de la culture dans l'économie, la cohésion sociale et l'équilibre environnemental par le biais de l'évaluation de l'impact culturel de ces politiques sur la base d'objectifs et d'indicateurs mesurables.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR

La **Déclaration du Millénaire** et les **Objectifs du Millénaire pour le Développement** ont été approuvés en l'an 2000. Depuis cette année, la communauté internationale a approuvé des déclarations importantes (références internationales et documents normatifs) afin d'encourager la relation entre la culture et le développement.

L'**UNESCO** approuva la [Déclaration universelle sur la Diversité culturelle](#) (2001) et la [Convention sur la Diversité des Expressions culturelles](#) (2005). Le **document final du Sommet 2010 sur les OMD**, publié 10 ans après la Déclaration du Millénaire, mit l'accent sur l'importance de la culture dans le développement et sa contribution pour obtenir les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ces importants messages furent réitérés lors de deux **résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies**, consécutives, en 2010 (65/166) et 2011 (66/208), elles faisaient appel à la centralité nécessaire de la culture au sein des politiques et des stratégies pour le développement et soulignaient que toutes les sphères de gouvernement ont un rôle fondamental pour les différentes dimensions du développement.

Bien que de tels progrès soient significatifs, il n'existe toujours pas de reconnaissance explicite sur le fait que toutes les stratégies et tous les programmes pour le développement, au niveau global, régional et local, doivent intégrer la culture. **Cette reconnaissance doit être atteinte en 2015**. La prochaine génération de cadres politiques de référence globaux, régionaux et nationaux doit inclure de manière explicite la culture parmi ses objectifs, ses indicateurs et ses priorités. Sans cette reconnaissance, sans l'intégration explicite de la culture, sans actions et guides politiques concrets, la contribution potentielle de la culture dans le développement durable continuera à être une lacune dans toutes les régions du monde. L'UNESCO a rédigé [un document stratégique sur « La culture comme moteur et comme moyen du développement »](#).

Les deux prochaines années – et tout particulièrement le Congrès de Hangzhou– seront une occasion extraordinaire pour **garantir que la culture jouisse de la considération qui lui est due dans l'agenda du développement post-2015**, avec la révision des Objectifs du Millénaire pour le Développement (**OMD**) et l'élaboration des Objectifs de Développement durable (**ODD**).

LES MESSAGE CLÉ POUR HANGZHOU

Nos messages se concentrent sur les points suivants :

(1) Le nouvel Agenda mondial du développement post-2015 doit être unique (intégrant tous les processus : OMD et ODD) et universel, tout en veillant aux responsabilités différenciées. Il doit **reconnaître les gouvernements locaux et régionaux** comme sphère spécifique de gouvernance et comme acteurs clés du renforcement du développement, en raison de leurs capacités à faire face aux défis mondiaux et locaux grâce à des solutions innovantes.

(2) L'Agenda mondial du développement post-2015 doit inclure une référence à **la culture en tant que quatrième pilier ou dimension du développement durable**. La culture a trait à la créativité, au patrimoine, à la connaissance et à la diversité. Ces valeurs sont intrinsèquement connectées aux libertés et au développement humain. Il s'agit de valeurs reconnues comme dimension culturelle du développement durable, à échelle locale, nationale et internationale.

(3) Les nouveaux Objectifs de Développement doivent être d'un nombre limité, très concis et simples, ils doivent intégrer les principes fondamentaux du développement durable (droits humains, équité et durabilité), basés sur des indicateurs mesurables et tendant à renforcer l'engagement de la coopération. Dans ce sens, nous proposons **un objectif spécifique sur « la culture et le développement durable »** avec des indicateurs mesurables sur la créativité, le patrimoine, la connaissance et la diversité. Cet Objectif de développement stimulera l'accroissement de la capacité de la citoyenneté à « diriger sa

propre vie conformément à ses propres valeurs » par le biais d'une participation pleine à la vie culturelle.

(4) Les acteurs impliqués dans la relation entre la culture et le développement durable doivent collaborer plus intensément. Il faut **encourager un alignement des stratégies et la réalisation conjointe d'actions efficaces de sensibilisation et de lobby pour atteindre cet Objectif** entre les organisations internationales les plus importantes, les états, les villes et les acteurs de la société civile.

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

- Utilisez ce document et ses arguments si vous êtes à Hangzhou.
- Contribuez à la diffusion de ce document et faites-le connaître.

Secrétariat mondial de CGLU

carrer Avinyó, 15
E-08002 Barcelone

Commission culture de CGLU

E: coordination@agenda21culture.net W: www.agenda21culture.net Twitter: [@agenda21culture](https://twitter.com/agenda21culture)